



Déclaration liminaire FSU/CGT Educ'Action CDEN du 23 juin 2020

Mme la préfète,
M. le président du conseil départemental,
M. l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN

La réouverture « totale » des écoles, des collèges, lycées et CIO à compter du 22 juin s'est faite dans une véritable cacophonie ministérielle. Les injonctions contradictoires se sont multipliées. Pour la FSU/CGT Educ'Action, la réaffirmation du caractère obligatoire de la scolarité est une bonne chose. Mais il faut des règles claires, réalistes et stabilisées. Les personnels ne pourront être tenus responsables d'éventuelles difficultés dans l'accueil des élèves depuis hier.

L'épidémie de Covid19 a confirmé le rôle essentiel de l'école. Les écoles, les collèges et les lycées sont des lieux incontournables d'apprentissage, mais aussi de socialisation. Le lien social construit grâce à l'école a été fragilisé. Par ailleurs, si les personnels ont relevé, seuls, le défi de l'enseignement à distance, cette séquence a aussi montré que rien ne pouvait remplacer les professeur-es, les CPE, les PsyEN, les AED ou les AESH physiquement aux côtés des élèves. Ces derniers savent aussi formuler ce constat très clairement.

Enfin, le confinement a aggravé les inégalités de tout ordre : il a mis à nu les inégalités de logement, d'équipement, et renforcé les inégalités scolaires. Il a accentué l'hétérogénéité des niveaux scolaires au sein d'une même classe.

Pour la FSU/CGT Educ'Action, l'école en période pandémique doit donc renforcer sa dimension éducative, sociale et émancipatrice. Cela passe par le renforcement du service public d'éducation. L'impératif de démocratisation doit guider les politiques mises en œuvre.

Les premières pistes dévoilées par le Ministre de l'Education nationale se situent, sans surprise, à rebours de ces orientations sociales. A travers les 2S2C, c'est bien une forme d'externalisation de certains enseignements (EPS et enseignements artistiques) qui est organisée, affaiblissant le concept même de service public d'éducation, et promouvant une éducation au rabais, dénuée de ses dimensions artistiques, culturelles et sportives. La nécessité de mettre en place un enseignement numérique dans une situation exceptionnelle est instrumentalisée : des états généraux du numérique sont annoncés pour l'automne mais derrière les grandes déclarations, c'est bien une opération de promotion du numérique éducatif commercial qui s'accélère au bénéfice de la EdTech.

Comment peut-on laisser dire que le dispositif "vacances apprenantes" résoudra le problème complexe des inégalités scolaires et sociales? Ce dispositif n'est qu'une

mascarade médiatique, totalement impréparé, impossible à réaliser pendant que les directeurs et directrices, les enseignant-es, les agent-es, les administrations, sont encore en train de reconfigurer les salles de classes pour cette fin d'année. De plus, vanter les mérites du soutien scolaire, c'est dénigrer le travail remarquable de nos partenaires éducatifs, des associations d'Éducation Populaire, qui tous les ans réinventent de véritables vacances apprenantes pour les enfants et les jeunes sur chaque territoire.

La FSU/CGT Educ'Action exige des mesures pour la rentrée, elles sont indispensables quelle que soit la situation sanitaire à la rentrée, afin de prendre en compte les effets de plusieurs mois de confinement et d'école à distance. D'autres mesures de long terme et plus structurelles doivent aussi être engagées. Ces mesures doivent être construites avec les personnels du terrain : les enseignant-es, seul-es à même aujourd'hui d'évaluer finement les dégâts du confinement sur la scolarité des élèves.

Cela passe notamment par du travail en petits groupes pour revenir sur des points de méthode, consolider des connaissances, manipuler, apprendre au travers des interactions sociales... C'est un travail de long terme qui ne peut se faire à coup de stages de quelques jours pendant les vacances. Encore une fois les enseignant-es doivent y être associé-es.

La fin de l'année scolaire 2019-2020 ne peut être consacrée à une course poursuite pour finir les programmes. L'année 2020-2021 doit tenir compte de ces mois particuliers. Il est illusoire de penser que les programmes pourront être étudiés comme s'il ne s'était rien passé cette année : des savoirs construits dans des conditions difficiles, des programmes non terminés, ce sont autant d'éléments qui plaident pour des aménagements de programme pour l'an prochain.

Les personnels ont sur-utilisé leurs propres équipements pendant le confinement (ordinateur, connexion internet et téléphone, imprimante etc) et par ailleurs de nombreux élèves n'ont pas pu étudier correctement faute d'équipement : ordinateurs, tablettes, connexion etc. Ces questions doivent être rapidement traitées soit sous la forme de primes d'équipement pour les personnels ou d'équipements matériels pour les personnels et les élèves.

Le retour dans les établissements met en lumière les limites du bâti scolaire : état des sanitaires, salles et couloirs exigus, classes mal isolées etc. Un plan d'urgence du bâti scolaire doit être rapidement mis en œuvre en lien avec les collectivités territoriales.

Dans le second degré, la rentrée se prépare sur la base d'une augmentation du nombre d'élèves attendus (+ 25 000) et de suppressions de postes. 350 emplois n'ont pas été redistribués dans les académies et les établissements lors des opérations de préparation de rentrée, il y a urgence à ce qu'ils soient ventilés dans la plus grande transparence. Il faudrait bien plus pour couvrir tous les besoins des établissements. Dans le 1er degré, seuls 625 postes ont été ouverts au concours de professeur-e des écoles au niveau national, ce qui permettra d'occuper 312 moyens puisque les stagiaires sont à mi-temps, alors qu'il faudrait couvrir 1248 postes, laissant la place à un recrutement de plus de 1000 contractuel-les non formé-es. Il y a nécessité à recruter mais ces recrutements ne pourront être effectifs qu'avec un plan de revalorisation salariale conséquent et une formation solide afin de surmonter la crise de recrutement que connaissent nos professions.

Au-delà de ces éléments conjoncturels, à mettre en place au plus vite pour la rentrée de septembre, c'est toute une conception de l'école qui doit être repensée, à l'opposé de la vision libérale et conservatrice par le Ministre. La FSU/CGT Educ'Action mobilisera et fera des propositions au-delà des mesures pour la rentrée de septembre. Les élèves et ses personnels méritent mieux que les petites instrumentalisation en cours au service d'un projet aux antipodes des valeurs du service public.